

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 24 septembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 2 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le premier octobre, à 18h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire du Conseil, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme CAYOUX - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme TORRES à M. KHALID
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à M. BALABAN

ABSENTS :

- Mme BAYRAM
- Mme HENRY
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :

**Modalités financières de la mise à disposition du bureau n° 19 de la
Maison des Associations à l'association « Autrement Autres mots »**

CHALETTE SUR LOING Conseil du 1^{er} octobre 2024

OBJET :

Modalités financières de la mise à disposition du bureau n° 19 de la
Maison des Associations à l'association « Autrement Autres mots »

Directeur de secteur : Lise VANDENBUSSCHE

Service : Relations Publiques

Affaire suivie par : Ayse KAHVECI

M. Khalid : La ville héberge un certain nombre d'associations ayant des activités différentes, participant à la vie locale et visant un public varié.

Par délibération n° 18 du conseil municipal du 30 juin 2023, les mises à disposition font l'objet d'une redevance annuelle.

L'association **Autrement, Autres mots**, domiciliée à la Maison des Associations sise 32 rue Claude Debussy à Chalette-sur-Loing, va partager le bureau n° 19 situé à la Maison des associations, en partage avec une autre association, une fois que cette délibération sera devenue exécutoire et la signature de la convention.

Voici les conditions financières et de prise d'effet de cette mise à disposition :

- Une redevance annuelle d'un montant de 250 €
Pour l'année 2024, il sera appliqué un prorata sur la période allant de la date de commencement (signature de la convention dès que la délibération sera devenue exécutoire) au 31 décembre 2024.

A cet effet, une convention de mise à disposition du bureau n° 19 de la Maison des Associations sera signée entre la commune, représentée par Monsieur Franck DEMAUMONT et l'association **Autrement, Autres mots** une fois que la délibération sera exécutoire.

Par ailleurs, cette délibération annule et remplace la délibération du conseil municipal n° 15G prise le 21 novembre 2023, l'association qui y était mentionnée n'étant plus présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'article L 2144-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 2125-1 et L 2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n° 18 du 30 juin 2023 portant sur les modalités financières de mise à disposition de locaux aux associations.

ENTENDU les explications du rapporteur ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

AUTORISE le maire à facturer la participation financière de l'association pour la mise à disposition d'un bureau à la maison des associations tel qu'énoncé plus avant et selon les dispositions de la délibération n° 18 du 30 juin 2023,

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	30	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

POUR LE MAIRE EMPECHÉ, PAR SUPPLÉANCE
LA 1^{ère} ADJOINTE

Pour extrait certifié, conforme,
Le Maire,
Franck DEMAUMONT

Mme Marie-Madeleine HEUGUES





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241003-DEL_2024_1004-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2024